

Le conseil municipal adopte un budget « volontariste et solidaire »

TOULON

La séance publique de ce vendredi a permis de faire vivre le débat démocratique autour de la politique budgétaire.

Avant d'entamer l'ordre du jour, la maire (DVD) de Toulon, Josée Massi, a fait voter le versement d'une aide exceptionnelle de 15 000 euros à la Protection civile pour venir en aide à la collectivité de Mayotte.

Place ensuite au budget primitif 2025, dont l'élaboration a tenu compte par prudence des mesures austéritaires du gouvernement démissionnaire et des 6 millions que la collectivité est censée économiser.

« Ces nouvelles contraintes financières et ce climat très incertain qui s'imposent aux élus locaux nous renforcent encore davantage dans notre travail quotidien de maintien de nos équilibres financiers », a une nouvelle fois rappelé la première magistrate du port du Levant. L'idée est de garder le cap que s'est fixé la majorité municipale dès 2001, à savoir la non-augmentation des taux d'imposition, la maîtrise de l'endettement et un juste équilibre entre l'autofinancement et le recours à l'emprunt. « Un budget volontariste et solidaire, assure l'adjoint aux finances, Robert Cavanna, sans baisse de crédit pour le tissu associatif », dont les dotations augmentent de 5,4%. Avec comme priorités d'action l'éducation, l'enfance et la jeunesse, et « un programme d'investissement ambitieux », précise-t-il.

Il n'en fallait pas davantage pour faire réagir le conseiller municipal (PCF) André De Ubéda, de Toulon en commun, qui s'est attaqué à « la philosophie du budget », déplorant à nouveau « une insuffisance chronique des investissements ». Et



La Ville garde le cap malgré la situation incertaine. Elle maintient ainsi ses investissements et les subventions au monde associatif. PHOTO T.T.

de regretter que « de la même manière que le budget du Conseil départemental, amputé de 51 millions par le gouvernement, fait subir aux Varois et aux salariés du département des baisses drastiques, votre budget accepte une baisse de plus de 6 millions pour la vie des Toulonnais. »

« En tout cas, je ne serai jamais d'extrême droite »

Pour Magali Brunel (PS), de Toulon en Commun également, « les orientations municipales ne prennent pas suffisamment en compte les enjeux de la crise climatique », qui devraient selon elle « être en tête des préoccupations. » Comme à Grenoble, où la Ville ouvre son budget primitif par « les transitions qui s'annoncent et

qui nécessitent des investissements massifs », illustre-t-elle.

Piqué par la comparaison, Robert Cavanna objecte néanmoins que « la ponction fiscale qui dépend du seul conseil municipal est de 550 euros par habitant à Toulon, alors qu'elle est de 1 344 euros à Grenoble. » Et d'interroger : « Vous proposez qu'on triple les impôts locaux ? »

L'extrême droite parle, elle, « d'immobilisme », avec « un budget à peine reconduit à l'identique de l'an passé », estimant qu'il s'agit d'un « budget de gauche, qui est par définition un budget hésitant ou timide », lâche le RN Amaury Navaranne, avant de dévoiler des talents insoupçonnés de scénariste de fiction. « Est-

ce que cela ne préfigure pas un budget qui tendrait vers la gauche ? », fait-il mine de s'interroger avant de répondre à sa propre question, suggérant que « cela pourrait préfigurer une entente, peut-être même une alliance ».

« Je comprends que je vous perturbe. Je suis sans étiquette », a répliqué Josée Massi, avant d'enfoncer le clou. « Pour vous, je suis donc à gauche, et pour la gauche, je suis à droite. En tout cas, une chose est sûre, c'est que je ne serai jamais d'extrême droite. »

Contrairement à ce qu'il s'est passé au Département, le RN a voté contre ce budget primitif. Ici, pas de connivence entre la majorité et le RN.

Thierry Turpin

EN BREF

Cliniques, écoles et parc Raoulx

À l'occasion du vote d'acceptation de l'offre d'achat de la société hôpital privé Saint-Jean pour un terrain adjacent à l'établissement, la conseillère municipale d'opposition Magali Brunel est revenue sur le « vaste projet » qui justifie cette acquisition, laquelle « ne se limite pas à la seule surface sur laquelle nous portons ici l'attention. Avons-nous la certitude, un engagement signé de la clinique Sainte-Marguerite à rester sur le quartier de Saint-Jean du Var ? » Mais aussi si cette extension permettra une médecine de proximité ? Deux points sur lesquels elle sera rassurée. Concernant le parc Raoulx, où doit être construit le nouveau groupe scolaire, l'élue de Toulon en commun évoque « un contresens climatique ». Et, s'appuyant sur la pétition contre ce projet, demande une pause pour « consulter, concerter et envisager d'autres solutions avec les habitants ». « Cela concerne uniquement une partie du parc Raoulx », a répondu Josée Massi, en précisant qu'il n'y aurait pas de pause. « J'ai reçu un collectif qui a convenu que cela pouvait se faire. Ce sera un groupe scolaire plutôt écologique », ajoute-t-elle.

Le RN Amaury Navaranne perd ses nerfs

Après sa sortie la veille en conseil métropolitain sur les espèces invasives et nuisibles, y compris végétales, l'élue d'extrême droite, qui avoue parfois se corriger après la lecture de *La Marseillaise*, c'est-à-dire prendre conscience qu'il est allé trop loin, a voulu vendredi « prédire l'avenir ». L'opportunité de jouer les Madame Soleil lui ayant été refusée par la présidente de séance, il a monté le ton et poursuivi sa tirade en dépit des mises en garde sur le fait qu'il n'avait pas la parole, jusqu'à ce que son micro soit coupé. Mais une fois rétabli, il est reparti de plus belle, jusqu'à risquer l'exclusion, menaçant la maire de l'attaquer devant le tribunal administratif, avant de se calmer. « Décidément, pour faire le buzz, vous êtes prêt à tout », s'est indignée Josée Massi.

L'école privée ne s'encombre guère de mixité sociale

À l'occasion du vote d'une subvention à l'association toulonnaise des écoles catholiques, le communiste André De Ubéda ne s'est pas privé de réagir.

Vous connaissez notre opposition à cette loi que nous respecterons mais que nous voudrions changer. Dans le cas de Toulon, vous allez au-delà de la loi et c'est d'autant plus critiquable », estime le conseiller municipal d'opposition André De Ubéda, de Toulon en commun. Avant de préciser qu'il ne s'agit pas pour lui de ranimer « une

guerre contre le privé », mais simplement « du respect de l'équité républicaine ». Et de rappeler que « l'école républicaine, la seule, c'est celle qui accueille tout le monde sans faire payer. » À l'appui de son propos, il cite le désormais fameux indice de position sociale (IPS), « qui mesure le niveau social moyen d'un établissement scolaire et son degré d'hétérogénéité, c'est-à-dire s'il y a mixité sociale ou pas ». Or, s'insurge-t-il, ce sont précisément les plus mauvais élèves en termes de mixité sociale qui vont recevoir cette dotation de 30 000 euros.

« Monsieur De Ubéda, vous savez très bien qu'en effet, il y a des familles défavorisées qui mettent leurs enfants dans le privé, vous êtes bien placé pour le savoir », ob-

serve la maire de Toulon, Josée Massi, soulignant qu'en l'espèce, elle n'a fait qu'appliquer la loi.

« Je connais les positions de la gauche la plus radicale et sectaire de cette assemblée », a commenté l'extrême droite, lui reprochant d'avoir demandé une baisse de subvention pour l'association des écoles catholiques. Guère étonné par les excès de langage et les positions d'Amaury Navaranne, André De Ubéda, a seulement rappelé que le conseiller municipal RN « a dit lors du dernier conseil municipal qu'il n'était pas du côté de la République », un commentaire qui figure « dans le procès-verbal » de la séance, a souligné l'élue PCF. T.T.